SEXISME, VIOLENCES SEXUELLES DANS LES MÉDIAS

UN PAS EN AVANT... DEUX PAS EN ARRIÈRE ?



Le 14 novembre sur France 5, Hélène Devynck, Cécile Delarue, Emmanuelle Dancourt (journalistes) et Muriel Reus (ancienne cadre de TF1) sont en plateau pour témoigner de harcèlements, agressions sexuelles et viols, dont elles accusent l'ancien présentateur du 20h de TF1, Patrick Poivre d'Arvor. C'est dans *Libération* qu'ont été publiés leurs témoignages (et d'autres) : une enquête occupant huit pleines pages le

9 novembre, « Violences sexuelles - Le système PPDA ». Un travail qui fait suite à d'autres témoignages, parus dans Le Monde et Le Parisien.

Il faut le dire d'emblée : une telle émission et de telles enquêtes dans les médias mainstream n'auraient probablement jamais vu le jour avant



MeToo. Le renforcement spectaculaire du mouvement féministe, depuis fin 2017, a eu en effet de mutliples incidences sur le champ médiatique. Il a permis d'imposer les violences sexistes et sexuelles à l'agenda, a fortiori quand de nombreuses journalistes ont témoigné de faits de violence et de sexisme ordinaire dans leurs rédactions. Il a contribué à une prise de conscience du caractère structurel de ces violences, infléchissant le traitement qualitatif (lexique, modalités d'enquête, etc.) de ces affaires dans les médias. Il a entraîné une restructuration de certaines rédactions (nouvelles cellules/postes spécialisés) et contraint une attention plus forte quant à la place des femmes dans la profession et à leur représentation dans les productions médiatiques.

Ces avancées sont des conquêtes politiques. Rappelons qu'avant 2017, les violences contre les femmes

étaient reléguées de manière écrasante aux rubriques « faits divers » – perçues et montrées par les médias dominants comme des événements « extra-ordinaires ». Si bien des réflexes journalistiques contribuant à la banalisation des violences perdurent – pen-

est un drame de la séparation qui s'est joué hier soir à Saint-Joseph. Une femme a été poignardée par son ancien compagnon.

France Info, rubrique « Fait divers », 8/11/21

TOULOUSE: CROYANT SA COMPAGNE POSSEDEE PAR UN EXTRATERRESTRE, IL LA TORTURE ET LA VIOLE

CNews, 7/05/20

sons par exemple à l'usage des expressions « crime passionnel », « drame conjugal » et autres « drame de la séparation » – ils étaient auparavant la règle. Aujourd'hui, lire ou entendre le terme « féminicide » dans les grands médias ne relève plus d'un phénomène exceptionnel, même si son usage n'est pas une garantie de bon traitement sur le fond...

Mais comme toutes les conquêtes – en particulier féministes –, elles ne sauraient être considérées comme des acquis dans le milieu journalistique. Récentes et fragiles, elles peuvent être rapidement reléguées au second plan, et balayées par des mécanismes et des routines médiatiques plus puissants, et bien plus enracinés...

BANALISATION DE ZEMMOUR, BANALISATION DE LA MISOGYNIE

L'omniprésence d'Éric Zemmour depuis septembre en est un symptôme en soi, et sa banalisation, une illustration criante. Son ouvrage *Premier sexe* (2006,

date à laquelle il fut embauché sur France 2 par le duo Ruquier/ Barma), est un pamphlet masculiniste inspiré de « l'idéologue néofasciste Alain Soral, notamment concernant la "féminisa-

« UN GARÇON, ÇA ENTREPREND, ÇA ASSAILLE, ÇA CONQUIERT. » (PREMIER SEXE)

tion des sociétés" ou encore la "dévirilisation des hommes". Livre dans lequel il affirmait l'infériorité congénitale des femmes et la nécessaire domination des hommes. » (Contretemps, 11/10)

Mais de sa misogynie outrancière, il n'est jamais (ou si peu) question dans les médias. *Le Parisien* préfère par exemple titrer sur sa « *vision des femmes* » (15/09), avant de se demander si c'est là un « *handicap électoral* »... Et souvent, les accusations de vio-

lences sexistes et sexuelles qui le visent passent totalement à la trappe. « On est dans un autre moment de la campagne, plus politique. C'est compliqué de mélanger », affirmait sans honte à Mediapart un journaliste hebdo.

TAPIS ROUGE AUX AGRESSEURS

Autre illustration de cette fragilité : le statut et la place de la parole des hommes accusés de violences sexistes et sexuelles. Sur le plateau d'Arrêt sur

images, trois invitées analysaient les interviews de L. Besson sur BFM-TV (10/2019), PPDA sur TMC (03/2021) et N. Hulot sur RMC & BFM-TV (02/2018). Elles soulignaient la



persistance des mêmes travers : « Renversement de la mécanique des violences sexuelles », psychologisation des victimes, et surtout, absence de contradiction.

Idem pour Pierre Ménès, mis en cause dans le documentaire de Marie Portolano, « Je ne suis pas une salope, je suis journaliste », et invité en tribune sur « TPMP » (22/03) avec la bénédiction de Cyril Hanouna. Le tout orchestré, une nouvelle fois, par le groupe médiatique, qui utilise ses chaînes de télé pour laver la réputation de ses (anciennes) stars d'antenne : Ménès, ancien chroniqueur à Canal +, déroule sur C8 (groupe Bolloré) et PPDA, ancien présentateur de TF1, déroule sur TMC (groupe Bouygues)...

LES "NÉO-FÉMINISTES" VONT-ELLES TROP LOIN?

Partout, la vigilance doit rester de mise et les choix éditoriaux, critiqués. Le 8 mars dernier, Journée internationale du droit des femmes, *Libération* s'illustrait par exemple en publiant en Une la lettre d'un homme ayant violé une étudiante de SciencesPo Bordeaux. Le journal affirmait vouloir « complexifier le débat » et « sortir de [sa] zone de confort » (sic). Étrange conception du « pluralisme » que de mettre sur le même plan paroles d'agresseur et de victimes, a fortiori lorsque perdure, dans la société, la domination structurelle et institutionnelle des premiers : comme le rappelle Marine Turchi (Mediapart), 73% des plaintes pour violences sexuelles sont classées

sans suite et au total, seulement 1 à 2% des viols aboutissent à une condamnation de leurs auteurs aux assises...

Dans la même veine, le feuilletonnage d'affaires de violences et de féminicides par les chaînes d'info continue de charrier ses écueils traditionnels : sensationnalisme, psychologisation, omniprésence des « experts », récits romancés, etc. Bref, bien des travers qui pérpétuent la « culture du viol » dans les médias. Il ne s'agit pas de dire que tout ceci est fait de manière systématiquement intentionnelle, mais de souligner que les médias contribuent à reproduire, voire à amplifier les systèmes de domination.

MILITANTES FÉMINISTES DISCRÉDITÉES : PLURALISME ?

Enfin, alors que perdure la marginalisation des chercheuses et des militantes féministes dans le débat

public, les chiens de garde ne manquent pas de rappels à l'ordre lorsqu'ils jugent leurs revendications et moyens de lutte non « raisonnables ». En témoignent les séquences de disqualification infligées à Alice Coffin ou Sandrine Rousseau, qualifiée de « Greta Thunberg méno-



pausée » sur un plateau de CNews. Disqualifications entretenues par la galaxie des chroniqueurs d'extrême droite et autres « combattants de la raison » autoproclamés, omniprésents sur les plateaux et les antennes. Leur nouvel étendard : la lutte contre le « wokisme », épouvantail idéologique supplémentaire, dégainé à la chaîne par les médias à la remorque du gouvernement afin de discréditer les luttes radicales pour... l'égalité.

Des campagnes qui témoignent de la nécessité de continuer le rapport de force avec les médias dominants, dont les chefferies défenderont toujours âprement l'ordre social établi.

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LE SITE D'ACRIMED

- * Cyril Hanouna et TPMP (groupe Canal) assurent le service après-vente de Pierre Ménès *
 - * Sandrine Rousseau, la candidate qui n'a pas plu aux médias *
 - * Décès de Gisèle Halimi : France Info enterre le féminisme *
- * « Sois belle ! Garde la ligne ! Travaille ! Éduque ! » Les injonctions assourdissantes des magazines féminins *